

ADD

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N° 104/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE  
Du 20/03/2019

Affaire :

**Madame TOH BI NEE DADJE  
POPOHON SABINE**

(Maître KPAKPOTE TETE)

C/

**Monsieur HAMIDOU GUINDO**

-----  
**DECISION  
CONTRADICTOIRE**

**AVANT DIRE DROIT**

Ordonne une expertise immobilière à l'effet de déterminer :

- les travaux convenus par les parties ;
- ceux qui ont été effectivement réalisés ;
- le coût de leur réalisation ;

Désigne monsieur AKA AKA PAUL, Ingénieur des TP, Tél : 22 52 21 80, Cél : 07 10 20 10/ 05 06 04 18 en qualité d'expert pour y procéder ;

Lui impartit un délai de 28 jours à compter de la notification de la présente décision pour déposer son rapport ;

Dit que l'expertise se déroulera sous le contrôle de madame ABOUT OLGA N'GUESSAN juge au tribunal de ce siège ;

Mets les frais d'expertise à la charge des deux parties ;

Renvoie la cause et les parties à l'audience du 17 avril 2019 pour le dépôt du rapport d'expertise ;

Réserve les dépens.

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 20 MARS 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du 20 Mars 2019 tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

**Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse DJINPHIE,**  
Président;

**Madame ABOUT OLGA N'GUESSAN,** Messieurs **N'GUESSAN K. EUGENE, DOUKA CHRISTOPHE, BERET ADONIS,**  
Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **KOUAME BI GOULIZAN VIVIEN,**  
Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

**Madame TOH BI née DADJE POPOHON SABINE,** née le 27-11-1973 à Divo, de nationalité ivoirienne, hôtelière, domiciliée à Abidjan Cocody Angré, 8<sup>e</sup> tranche, 08 BP 663 Abidjan 08 ;

Ayant élu domicile au Cabinet de Maître KPAKPOTE TETE EHIMOMO, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, y demeurant Abidjan Cocody II Plateaux, Boulevard des Martyrs, Face entrée principale de SOCOCE, Immeuble SICOGI A de couleur jaune, Rez-de-chaussée, Appartement n° 652, téléphone : 22-41-27-00, 25 BP 678 Abidjan 25 ;

**Demanderesse;**

D'une part ;

Et ;

**Monsieur HAMIDOU GUINDO,** né le 15-09-1973 à Bingerville, de nationalité ivoirienne, commerçant, 13 BP 929 Abidjan 13, domicilié à Abidjan Abobo, Cinécoul, vers la Pharmacie Miria ;

**Défendeur;**

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du mercredi 16 janvier 2019, l'affaire a été appelée ;

Une mise en état a été ordonnée et confiée au juge ZUNON;

Celle-ci a fait l'objet d'une ordonnance de clôture et la cause a été renvoyée à l'audience publique du 13 février 2019 ;

A cette date de renvoi, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 20 mars 2019;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré en rendant un jugement avant-dire-droit dont la teneur suit ;

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Suivant exploit d'huissier en date du 03 janvier 2019, madame TOH BI née DADJE POPOHON SABINE a fait servir assignation à monsieur HAMIDOU GUINDO exerçant sous la dénomination commerciale, établissement NOURAH, d'avoir à comparaître devant le tribunal de ce siège le 16 JANVIER 2019 aux fins d'entendre :

- déclarer son action recevable et l'y dire bien fondée ;
- prononcer la résolution du contrat liant les parties ;
- condamner monsieur HAMIDOU GUINDO, à lui payer les sommes de cent neuf millions (109.000.000) de francs CFA au titre du remboursement des sommes qu'il a perçues pour la réhabilitation de ses deux immeubles dénommés BIETRY I et BIETRY II et 50.000.000 FCFA au titre des dommages et intérêts ;
- ordonner l'exécution provisoire de la décision ;

Au soutien de son action, madame TOH BI née DADJE POPOHON SABINE expose que, suivant contrat en date du 14 août 2017, elle a confié au défendeur les travaux de réhabilitation de ses deux immeubles dénommés BIETRY I et BIETRY II, pour un montant de 110.00.000 FCFA ;

Elle ajoute que les travaux qui devaient s'effectuer sur une période de 03 mois à compter du 14 août 2017 devaient donc prendre fin le 14 novembre 2017 ;

Elle poursuit que le défendeur n'ayant pu achever les travaux dans ledit délai, elle lui a accordé un délai supplémentaire de 07 mois allant jusqu'au 09 juillet 2018 ;

Toutefois, poursuit-elle, à cette date, celui-ci n'avait pas rempli ses engagements et à ce jour, il a abandonné les chantiers ;

Elle poursuit qu'elle lui a donc réclamé la restitution de la somme versée toutefois, monsieur HAMIDOU GUINDOU ne daigne pas s'exécuter ;

Elle fait savoir que cette situation lui a causé un préjudice financier lié à un surcroît de frais qu'elle va engager pour reprendre les ouvrages, de même, l'attitude du défendeur a entraîné un retard dans l'exécution de ses travaux ;

Dans ses écritures additionnelles, elle a rectifié ses prétentions et a demandé au défendeur de lui payer la somme de 114.700.000 FCFA au titre des sommes qu'il a réellement perçues dans le cadre de leur contrat ;

Aussi, sollicite-t-elle, que le tribunal prononce la résolution du contrat liant les parties, condamne monsieur HAMIDOU GUINDO, à lui payer les sommes de 114.700.000 FCFA au titre du remboursement des sommes qu'il a perçues pour la réhabilitation de ses deux immeubles et 50.000.000 FCFA au titre des dommages et intérêts ;

Le défendeur n'a pas comparu et n'a pas fait valoir de moyens de défense ;

### **DES MOTIFS**

### **EN LA FORME**

#### **Sur le caractère de la décision**

Monsieur HAMIDOU GUINDO a été assigné à personne ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

#### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 Décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce,

« Les tribunaux de commerce statuent :

-En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;

-En premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;

En l'espèce, la demanderesse sollicite la résolution du contrat liant les parties et la condamnation du défendeur à lui payer diverses sommes d'argent ;

La demande de résolution étant indéterminée, il y a lieu de statuer en premier ressort ;

#### **Sur la recevabilité de l'action**

L'action de madame TOH BI née DADJE POPOHON SABINE a été initiée dans les forme et délai légaux ;

Elle est donc recevable ;

## **AU FOND**

### **Sur la résolution du contrat**

Madame TOH BI née DADJE POPOHON SABINE demande au tribunal de prononcer la résolution du contrat qui la lie au défendeur et de le condamner à lui restituer la somme de 114.700.000 FCFA qu'elle lui a versée pour effectuer les travaux de réhabilitation de son immeuble ;

En l'espèce, il est constant que pour la réhabilitation de son immeuble, la demanderesse a remis à monsieur HAMIDOU GUINDO la somme de 114.700.000 F CFA ;

Il est non moins constant à l'analyse des pièces du dossier notamment du procès-verbal de constat d'arrêt des travaux du 09 juillet 2016 que le défendeur a exécuté une partie des travaux ;

Dès lors, la restitution sollicitée ne peut être ordonnée qu'après une évaluation des travaux déjà effectués par le défendeur afin de déterminer leur coût ;

Un tel examen relevant d'une technicité qui échappe aux compétences du tribunal, il y a lieu dans ces conditions par jugement avant-dire-droit, d'ordonner une expertise immobilière et de désigner pour y procéder monsieur AKA AKA PAUL, Ingénieur des TP, Tél : 22 52 21 80, Cél : 07 10 20 10/ 05 06 04 18, en qualité d'expert à l'effet de déterminer les travaux que devait réaliser monsieur HAMIDOU GUINDO, ceux qui ont été effectivement réalisés et le coût de la réalisation, de lui impartir un délai de vingt-huit (28) jours et de mettre les frais d'expertise à la charge des deux parties ;

### **Sur les dépens**

La procédure n'ayant pas encore connu une issue définitive, il y a lieu de réserver les dépens ;

## **PAR CES MOTIES**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

## **AVANT DIRE DROIT**

Ordonne une expertise immobilière à l'effet de déterminer :

- les travaux convenus par les parties ;
- ceux qui ont été effectivement réalisés ;

-le coût de leur réalisation ;

Désigne monsieur AKA AKA PAUL, Ingénieur des TP, Tél : 22 52 21 80, Cél : 07 10 20 10/ 05 06 04 18 en qualité d'expert pour y procéder ;

Lui impartit un délai de 28 jours à compter de la notification de la présente décision pour déposer son rapport ;

Dit que l'expertise se déroulera sous le contrôle de madame ABOUT OLGA N'GUESSAN juge au tribunal de ce siège ;

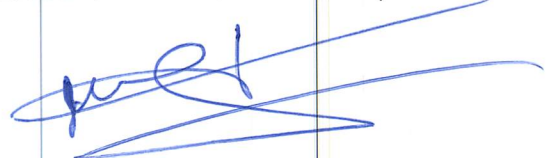
Mets les frais d'expertise à la charge des deux parties ;

Renvoie la cause et les parties à l'audience du 17 avril 2019 pour le dépôt du rapport d'expertise ;

Réserve les dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



**GRATIS**

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le... 24 AVR. 2019

REGISTRE A.J Vol... 43 F° 33

N° 669 Bord 256 / 13

REÇU : GRATIS

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre

